Bilan annuel 2025 des accords d'entreprises
Région Centre-Val de Loire

Contribution de la Dreets au bilan annuel de l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation

(Ordonnance 2017-1385 du 22 septembre 2017 et décret 2017-1612 du 28 novembre 2017)

Avertissement :
Ce bilan est établi par la Dreets sur la base des textes déposés (accords, plans ...) par les entreprises dans le cadre de leur obligation de dépôt légal des accords.
Auprès du Ministère du travail (via la plateforme Téléaccords), il n'épuise pas la totalité du champ de la négociation collective d'entreprise qui, par exemple, peut ne déboucher sur aucun texte, les parties ayant négocié mais non conclu.
A fortiori il ne rend pas compte de la plénitude du dialogue social.
Il appartient à des études complémentaires et à l'ensemble des acteurs des observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation (ODDS) de contextualiser et de compléter les éléments ci-contre.

Ce bilan régional est complété d'un bilan par département Liens des bilans départementaux

I - Données générales sur les accords d'entreprises

Les données pour 2025 étant des données provisoires, il est important de les utiliser avec précaution, notamment dans la comparaison avec les données 2024.

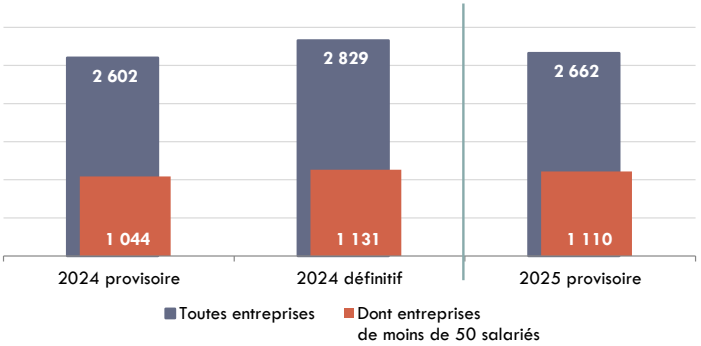
Tableau I : Nombre de textes déposés selon le type de texte

	Toutes entreprises			Dont entreprises de moins de 50 salariés		
	2024 provisoire	2024 définitif	2025 provisoire	2024 provisoire	2024 définitif	2025 provisoire
Accords collectifs	**2 602**	**2 829**	**2 662**	**1 044**	**1 131**	**1 110**
Accords	1 983	2 144	1 957	833	900	840
Avenants	619	685	705	211	231	270
Autres textes	**679**	**772**	**833**	**404**	**475**	**545**
dont :						
Plans d'action et décisions unilatérales de l'employeur	501	568	618	324	379	442
Dénonciations d'un accord	56	58	81	38	40	59
Désaccords (procès verbal)	68	79	76	6	8	3
Adhésions	54	67	58	36	48	41
Total des textes déposés	**3 281**	**3 601**	**3 495**	**1 448**	**1 606**	**1 655**

Note : le chiffre provisoire comptabilise les textes signés et déposés l'année N, tandis que le chiffre définitif inclut les textes déposés l'année suivante, voir précisions méthodologiques en annexe.

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese

Nombre d'accords en 2024 et 2025



Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese

La part des accords parmi l'ensemble des textes déposés par les entreprises en 2025 (chiffres provisoires) baisse légèrement. Cela représente 76% du total des textes déposés ; c'est 67% pour les entreprises de moins de 50 salariés. 42% des accords ont été signés en 2025 dans des entreprises de moins de 50 salariés.

II - Les accords par principales thématiques

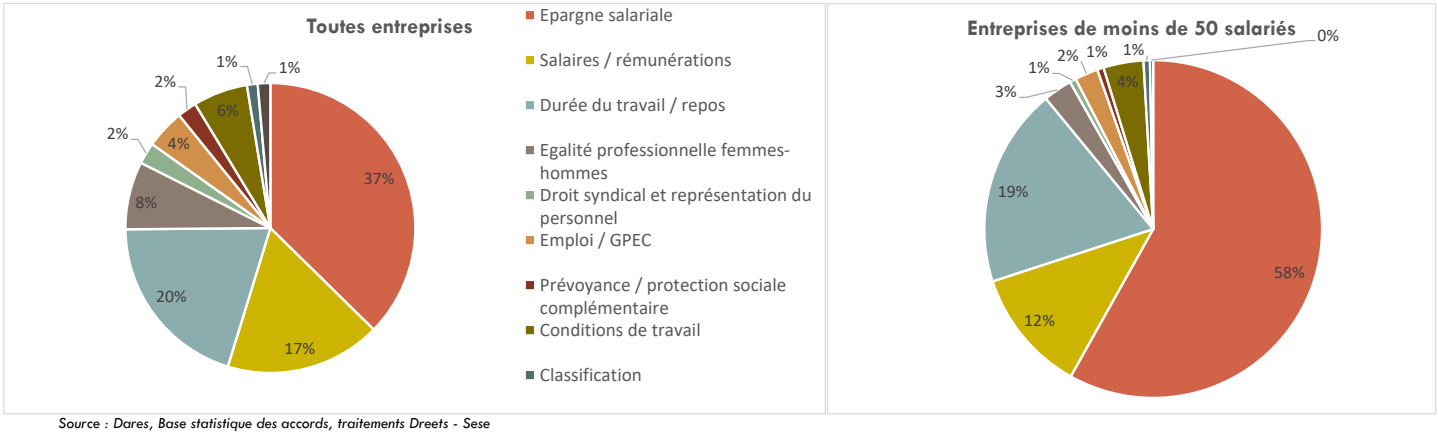
La suite du bilan porte uniquement sur les accords (accords initiaux et avenants).

Tableau II-1 : Les principales thématiques traitées par les accords

	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
Thématiques	**2024 définitif**	*Répartition*	**2025 provisoire**	*Répartition*	**2024 définitif**	*Répartition*	**2025 provisoire**	*Répartition*
Epargne salariale	1 253	33%	1 339	37%	738	56%	759	58%
Salaires / rémunérations	595	16%	623	17%	103	8%	155	12%
Durée du travail / repos	789	21%	721	20%	287	22%	249	19%
Egalité professionnelle femmes-hommes	289	8%	271	8%	40	3%	36	3%
Droit syndical et représentation du personnel	127	3%	86	2%	12	1%	8	1%
Emploi / GPEC	156	4%	156	4%	37	3%	29	2%
Prévoyance / protection sociale complémentaire	125	3%	77	2%	14	1%	8	1%
Conditions de travail	296	8%	218	6%	69	5%	50	4%
Dont télétravail	111	3%	66	2%	14	1%	11	1%
Classification	70	2%	43	1%	10	1%	8	1%
Formation professionnelle	77	2%	50	1%	5	0%	4	0%

Précision : Le nombre total de thématiques abordées est supérieur au nombre d'accords déposés car un accord peut concerner plusieurs thèmes.
Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese
Champ : Accords et avenants, base provisoire 2025, base définitive 2024

Répartition des thématiques abordées dans les accords signés en 2025



Source : Dares, Base statistique des accords, traitements Dreets - Sese
Champ : Accords et avenants, base provisoire 2025

Comme les années précédentes, 3 thèmes concentrent l'essentiel des accords signés en 2025 (74 % du total) :
- Épargne salariale : 37 % (en hausse)
- Durée du travail / repos : 20 % (stable)
- Salaires / rémunérations : 17 % (en hausse)

Les 6 autres thématiques se partagent les 26 % restants, avec des poids nettement plus faibles (de 1 % à 8 %).

Tableau II-2 : Nombre d'accords traitant exclusivement d'épargne salariale

	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
	2024 définitif	*Répartition*	**2025 provisoire**	*Répartition*	**2024 définitif**	*Répartition*	**2025 provisoire**	*Répartition*
Accords traitant exclusivement d'épargne salariale	1 186	*42%*	1 199	*45%*	713	*63%*	685	*62%*
Autres accords	1 643	*58%*	1 463	*55%*	418	*37%*	425	*38%*
Total	**2 829**	*100%*	**2 662**	*100%*	**1 131**	*100%*	**1 110**	*100%*

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets -Sese
Champ : Accords et avenants, base provisoire 2025, base définitive 2024

En 2025, la proportion des accords portant exclusivement sur l'épargne salariale progresse légèrement.
425 accords (hors accords traitant exclusivement d'épargne salariale) ont été signés dans les entreprises de moins de 50 salariés, dont 166 dans celles de moins de 11 salariés, 90 dans celles de 11 à 20 salariés, et 169 dans celles de 21 à 49 salariés
Ces 425 accords ont été déposés par 373 établissements distincts.

III - Mode de conclusion des accords

Dans la suite, les accords traitant exclusivement d'épargne salariale sont exclus de l'analyse. Les modes de conclusion des accords sont ceux en vigueur en 2025. Les données pour 2025 étant des données provisoires, il est important de les utiliser avec précaution, notamment dans la comparaison avec les données 2024.

Tableau III : Les accords selon leur mode de conclusion

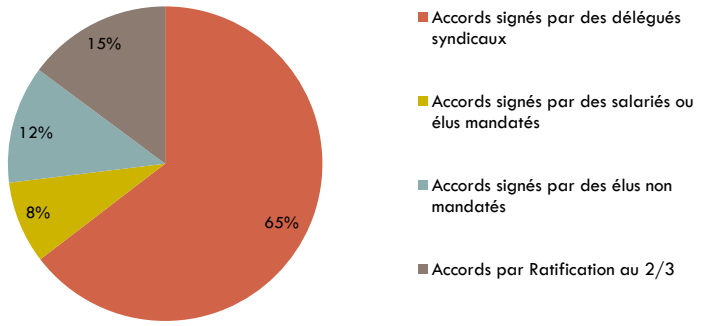
	Toutes entreprises				Dont entreprises de moins de 50 salariés			
	2024 définitif	*Répartition*	2025 provisoire	*Répartition*	2024 définitif	*Répartition*	2025 provisoire	*Répartition*
Accords signés par des délégués syndicaux	1 131	69%	945	65%	53	*13%*	38	*9%*
Accords signés par des salariés ou élus mandatés	140	9%	124	8%	62	*15%*	62	*15%*
Accords signés par des élus non mandatés	153	9%	177	12%	85	*20%*	110	*26%*
Accords par Ratification au 2/3	219	13%	217	15%	218	*52%*	215	*51%*
Total	**1 643**	**100%**	**1 463**	**100%**	**418**	***100%***	**425**	***100%***

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese
Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2025, base définitive 2024
La somme des accords ne correspond pas forcément au total en raison des modes de conclusion indéterminés

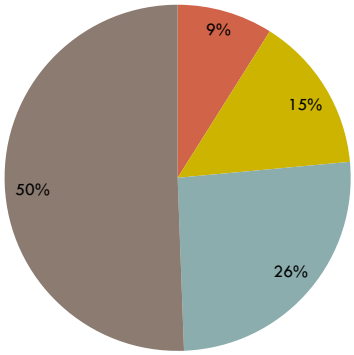
La part des accords signés par les élus non mandatés et par ratification des salariés augmente mais celle des accords signés par les délégués syndicaux diminue légèrement : dans l'ensemble des entreprises, 945 accords ont été signés en 2025 par des délégués Dans les entreprises de moins de 50 salariés, 215 accords ont été ratifiés aux 2/3, dont 156 dans celles de moins de 11 salariés.

Répartition des accords signés en 2025 selon leur mode de conclusion

Toutes entreprises



Entreprises de moins de 50 salariés



Répartition calculée hors mode de conclusion indéterminé.
Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets-Sese
Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2025

Zoom sur les organisations syndicales signataires

Le classement des organisations qui signent le plus d'accords reste inchangé :

- La CFDT a signé 574 accords en 2025, dont 13 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 95%, et de 62% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- La CGT a signé 385 accords en 2025, dont 12 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 83%, et de 55% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- La CFE-CGC a signé 259 accords en 2025, dont 6 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 90%, et de 55% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- FO a signé 173 accords en 2025, dont 9 dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 88%, et de 69% dans les entreprises de moins de 50 salariés.

- La CFTC a signé 105 accords en 2025, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 91%.

- L'UNSA a signé 97 accords en 2025, dont moins de 4 accords dans les entreprises de moins de 50 salariés. Sa propension à signer des accords dans les entreprises où elle est présente est de 95%.

IV - Les accords par secteurs d'activité

Tableau IV : Répartition des accords entre les principaux secteurs d'activité, et répartition des effectifs salariés du département

Nomenclature NAF 21 postes	Toutes entreprises			Dont entreprises de moins de 50 salariés			Effectifs salariés
	2024 définitif	2025 provisoire	Répartition	2024 définitif	2025 provisoire	Répartition	2024
Industrie manufacturière	563	471	32%	62	74	17%	14%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	139	153	10%	48	52	12%	13%
Transports et entreposage	156	132	9%	29	26	6%	6%
Santé humaine et action sociale	181	119	8%	37	29	7%	15%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	105	109	7%	45	51	12%	4%
Construction	77	91	6%	42	55	13%	6%
Activités financières et d'assurance	76	75	5%	19	23	5%	3%
Activités de services administratifs et de soutien	76	68	5%	34	22	5%	6%
Activités immobilières	47	55	4%	1	5	1%	1%
Autres activités de services	71	54	4%	46	27	6%	2%
Information et communication	28	30	2%	11	17	4%	1%
Enseignement	19	24	2%	8	11	3%	7%
Arts, spectacles et activités récréatives	21	17	1%	13	7	2%	1%
Administration publique	32	16	1%	1	2	0%	12%
Hébergement et restauration	15	13	1%	12	9	2%	4%
Prod. et distr. eau; assainissement, gestion déchets, dépollution	14	13	1%	2	6	1%	1%
Agriculture, sylviculture et pêche	6	13	1%	1	7	2%	2%
Prod. et distr. d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	14	9	1%	6	1	0%	1%
Industries extractives	3	1	0%	1	1	0%	0%
Activités extra-territoriales	-	-	0%	-	-	0%	0%
Total	**1 643**	**1 463**	100%	**418**	**425**	100%	**100%**

Sources : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese; Insee, Flores 2024 pour les effectifs salariés
Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire 2025, base définitive 2024
Note de lecture : 32% des accords signés en 2025 l'ont été dans le secteur Industrie manufacturière. Ce taux est de 17% dans les entreprises de moins de 50 salariés. Le secteur regroupe 14% des salariés du département.

5 secteurs concentrent 67 % des accords signés en 2025 dans la région, et 55 % de ceux signés dans les entreprises de moins de 50 salariés : Industrie manufacturière, Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles, Transports et entreposage, Santé humaine et action sociale, et Activités spécialisées, scientifiques et techniques. Ces secteurs concernent 52 % des salariés du département.

V - Les accords par branches professionnelles

Tableau V : Répartition des accords pour les principales branches professionnelles et implantation des branches

Nomenclature regroupée des branches	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés		Nb étab.*	Effectifs salariés
	2024 définitif	2025 provisoire	2024 définitif	2025 provisoire	2024	2024
Métallurgie	322	284	48	47	2 138	65 990
Bâtiment	54	63	33	44	7 558	42 863
Transports routiers	76	67	12	16	1 723	35 810
Branches agricoles	63	65	8	21	7 303	30 278
Commerce détail et gros à prédominance alimentaire	11	21	4	1	740	29 880
Bureaux d'études techniques	70	48	39	26	2 774	23 543
Travail temporaire intérimaires	3	0	3	0	494	21 100
Éts pour personnes inadaptées	68	64	10	7	672	20 637
Hôtels Cafés Restaurants	3	5	3	4	3 694	20 427
Services de l'automobile	32	15	14	6	3 453	20 237
Entreprises de propreté et services associés	1	5	0	1	408	17 979
Travaux publics	19	25	8	11	594	12 486
Commerces de gros	16	26	5	8	1 289	12 269
Hospitalisation privée	31	27	3	5	185	10 664

* nombre d'établissements ayant l'idcc comme idcc principal
Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Dreets - Sese ; Insee, Base tous salariés 2024 pour le nombre d'établissements et les effectifs salariés

Champ : Accords et avenants, hors ceux ne traitant que d'épargne salariale, base provisoire
Note de lecture : 284 accords ont été signés dans les établissements du département relevant de la Métallurgie. Dans le département, cette branche couvre 65990 salariés et 2138 établissements en relèvent pour leur convention collective principale.

Précisions méthodologiques concernant le bilan 2025 des accords produits par les DREETS/SESE

Commentaires sur le tableau 1 : Données générales sur les accords

Le bilan annuel des accords de l'année n est établi sur la base d'un fichier extrait par la DARES de la base D@ccord au premier trimestre de l'année n+1. Ce fichier est constitué de « données provisoires » de l'année n. En effet, au cours de l'année n+1, des accords relatifs à l'année n continuent à être saisis dans la base des accords et ne sont de fait pas observables au 31 décembre de l'année n. Les données consolidées (« définitives ») de l'année n ne sont disponibles qu'en début d'année n+2.

Les entreprises concernées sont les unités déposantes qui ont déposé l'accord dans le département étudié, même si le périmètre d'application de l'accord peut être plus large que le département ou plus étroit que celui de l'entreprise ou de l'établissement déposant. **L'unité déposante peut être une entreprise mono établissement, l'établissement siège d'une entreprise multi-établissements, un établissement d'une entreprise,… L'unité déposante peut appartenir ou non à un groupe, une UES.** Dans le bilan des accords, les unités déposantes sont assimilées à des « entreprises ». La taille attribuée à l'unité repose sur l'effectif renseigné dans D@ccord la concernant (en ordre décroissant groupe-UES, groupement, entreprise, établissement). Si aucun de ces effectifs n'est renseigné, il est retenu par défaut l'effectif concerné par le texte, s'il y est mentionné.

La mise en place à partir du 28 mars 2018 de la téléprocédure a profondément modifié le mode d'enregistrement des textes. Ce sont dorénavant les entreprises (plus précisément l'établissement de l'entreprise qui dépose l'accord, autrement dit « unité déposante ») qui saisissent directement sur le portail de téléprocédure une partie des informations relatives à l'unité déposante et au texte enregistré. Les unités départementales doivent ensuite compléter et valider cette saisie.

Les accords étudiés dans le bilan annuel 2025 des accords (bilan établi en 2026) sont les accords et avenants, à l'exclusion des « autres textes » saisis dans la base D@ccord (adhésions, dénonciations, PV de désaccords, décisions unilatérales,…) dont les dépôts par les entreprises sont jusqu'à présent non exhaustifs.

Les tableaux distinguent systématiquement **les entreprises de moins de 50 salariés** de la totalité des entreprises. Eu égard au nombre assez faible d'accords hors épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés et aux marges d'erreurs sur les effectifs des entreprises dans les petites tranches d'effectifs des entreprises, les informations relatives aux accords dans les différentes tranches d'effectifs en dessous de 50 salariés (1 à moins de 11, 11 à 20 et 21 à 49 salariés) ne sont renseignées, dans l'espace **« commentaire »** sous les tableaux II et III, que lorsque le nombre d'accord dans la tranche est au moins égal à 4.

Commentaires sur le tableau 2 : Les accords par principales thématiques

Un accord peut porter sur plusieurs thématiques. Aussi le nombre total de fois où les différents thèmes (salaires, temps de travail, égalité professionnelle,…) sont abordés dans les accords est supérieur au nombre d'accords.

Les thèmes des accords correspondent et dépendent des rubriques existantes dans l'outil de saisie des accords. Les regroupements d'accords en "grands thèmes" sont également prédéfinis (par exemple : les accords de télétravail sont regroupés dans le grand thème "condition de travail"). La documentation fournie avec la base statistique comporte un tableau de correspondance.

La thématique de l'épargne salariale est singularisée dans le tableau II-2 car **par la suite les accords traitant uniquement d'épargne salariale sont exclus de l'analyse.** En effet leur nombre très élevé (autour de 50% du total des textes) et leur mode de conclusion atypique (établi pour 60% d'entre eux par décision unilatérale ou ratification au 2/3) donnent une image déformée de la négociation collective portant sur les autres thèmes de négociations.

Commentaires sur le tableau 3 : Mode de conclusions des accords

La très grande majorité des accords hors épargne salariale est signée par des délégués syndicaux. Il n'est pas fait la distinction entre les accords « majoritaires » et « minoritaires » compte tenu du manque de fiabilité de la saisie relative à cette distinction. (*Pour rappel, tous les accords sont majoritaires à partir du 1er mai 2018)*

Les données relatives aux **propensions à signer** des organisations syndicales ne sont produites que lorsque le nombre d'accords signés est suffisamment significatif pour calculer cette propension (plus de 3 accords signés).

Commentaires sur le tableau 4 : Les accords par secteur d'activité

La colonne « Effectifs salariés » donnent la ventilation des salariés du département parmi les 21 activités de la NAF. À noter que les salariés des particuliers employeurs ne sont pas pris en compte mais que l'emploi public l'est, principalement dans les rubriques« Administration publique », « Enseignement », « Santé humaine ».

Commentaires sur le tableau 5 : Les accords par branche professionnelle

Il s'agit de mettre en rapport les accords (hors ceux portant sur l'épargne salariale) avec les branches professionnelles (au sens convention collective) dont ils relèvent avec leurs caractéristiques (nombre d'établissements de la branche et effectifs salariés de la branche).